



RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

PAYS-SOLUTION &
TERRE D'OPPORTUNITÉS





Depuis l'indépendance, la réconciliation et la cohésion nationale constituent une priorité pour le développement du pays. La République démocratique du Congo est à un tournant de son histoire. Le pays est engagé dans un processus de transformation profonde et durable.

En 4 ans, il a tourné la page à des décennies de crises cycliques, d'incertitudes politiques et sécuritaires. C'est une dynamique de normalisation institutionnelle, politique, diplomatique, sécuritaire, économique et sociale, qui s'installe désormais depuis la première alternance pacifique au pouvoir, et ce, au bénéfice de tous les Congolais. Depuis 2019, le pays s'est lancé dans une phase de reconstruction sociale, économique et culturelle qui se matérialise au travers de nombreux indicateurs qui en attestent la dynamique.

La République démocratique du Congo est une nation forte. Elle se met en ordre de bataille dans la réforme de son armée afin de faire face aux groupes armés locaux et étrangers qui sèment l'insécurité et menacent l'intégrité de son territoire. Au sein du concert des nations, la République démocratique du Congo a en premier lieu marqué son retour par son élection au sein du Bureau de l'Union africaine en qualité de deuxième vice-président jusqu'à son ascension à la tête de l'organisation panafricaine. À cela s'ajoutent la confiance accordée par les pays voisins au sein de structures sous-régionales telles que la Communauté Économique des États d'Afrique Centrale (CEEAC), la Communauté de Développement des États d'Afrique Australe (SADC), au sein desquelles le leadership de la République démocratique du Congo s'est voulu rassurant quant à l'ouverture prônée par son Gouvernement. Le pays s'est en effet engagé à renforcer la coopération et les échanges pour une prospérité partagée, gage de paix et de stabilité, eu égard aux nombreux atouts dont il dispose et dont l'immense potentiel n'a pas encore été suffisamment révélé pour répondre notamment aux enjeux de développement durable.

Le redressement de la République démocratique du Congo est également la conjugaison d'une volonté politique sans failles qui impulse des réformes structurelles devant aboutir à tracer les jalons d'un État moderne, fiable, protecteur, attractif et influent sur le continent. Les transformations opérées dans la gestion publique ont été jugées opportunes par les partenaires qui ont renoué la coopération ou l'ont renforcée. À tous les grands rendez-vous, la République démocratique du Congo marque sa présence et ses ambitions en se positionnant dans un rôle incontournable de pays-solution. Le réveil d'un géant dont on a longtemps dit qu'il était fait de pieds d'argile et dont la mission est de dire au monde son rôle moteur dans la lutte contre le changement climatique, la transition énergétique et la préservation de la biodiversité mondiale.

Nous sommes guidés par une seule mission : protéger et améliorer le quotidien de tous les Congolais. Celui de nos jeunes en priorité, leur éducation est la clé d'un avenir meilleur pour notre pays. Bien plus qu'une obligation constitutionnelle, la mise en œuvre de la gratuité de l'enseignement primaire était une nécessité pour le développement du capital humain de la République démocratique du Congo.

Aussi, nous avons placé la réforme des institutions de l'État au cœur de cette ambition de protection et d'amélioration du quotidien et sommes convaincus qu'un fonctionnement efficace, juste et transparent des institutions étatiques est le socle d'une nation unie. Avec la reconstruction institutionnelle de l'État qui est en bonne voie, le pays reprend progressivement la main sur son avenir. Le plan stratégique de la réforme des Finances publiques présenté en novembre 2021 illustre la mobilisation du gouvernement sur cinq priorités identifiées dont la transparence minière, la digitalisation de la gestion budgétaire et de la passation des marchés ainsi que la bonne gouvernance budgétaire en renforçant les contrôles.

Dans la continuité de cette réforme, l'amélioration du climat des affaires que l'on peut désormais constater est également le fruit des efforts menés par le gouvernement dans le cadre de programmes successifs visant à faire de la République démocratique du Congo, un pays attractif et fiable sur le plan des investissements de l'étranger. La transparence dans la gouvernance économique et financière reste l'un des axes stratégiques dans la lutte contre la corruption dans laquelle, le gouvernement et les citoyens, sont collectivement mobilisés, contribuant ainsi à l'installation d'un État de droit.

La transformation des mentalités est la clé pour arriver à endiguer la corruption que des décennies de déliquescence publique avaient érigée en mœurs. À cet effet, le Gouvernement a institué un programme d'initiation à la Citoyenneté dans tous les établissements d'enseignement afin de sensibiliser la jeunesse aux valeurs éthiques, patriotiques, morales et civiques qui doivent primer sur le népotisme et la corruption qui sont le fléau de l'unité nationale. Pour que chaque citoyen puisse s'impliquer dans la prise de décision politique, nous assumons notre responsabilité d'instaurer une démocratie participative basée sur la confiance vis-à-vis des instances étatiques et un partage du pouvoir juste et efficient.

S.E.M Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO

Président de la République démocratique du Congo



Chronologie

— DATES CLÉS

10 JANVIER 2019

Première alternance démocratique de l'histoire du pays avec l'élection de Félix-Antoine TSHISEKEDI

17 MAI 1997

Chute du régime de Mobutu

AOÛT 1991

DÉCEMBRE 1992

Conférence nationale souveraine pour soutenir la transition démocratique

24 AVRIL 1990

Début de la « démocratisation » par la restauration du multipartisme

30 JUIN 1960

Indépendance de la République démocratique du Congo



GÉNÉRAL

POPULATION

89,56 millions
en 2020

DENSITÉ DE LA POPULATION

40,7 / km²

4 LANGUES NATIONALES

Kikongo, Lingala, Swahili, Tshiluba

LANGUE OFFICIELLE

Français

Avec 42,5 millions de locuteurs, la RDC est le plus grand pays francophone au monde après la France

10,570 km
de frontière commune

avec 9 pays voisins (Centrafrique, Soudan, Zambie, Angola, Ouganda, Rwanda, Burundi, Tanzanie, Congo)

La RDC est alignée sur
2 fuseaux horaires

250 ethnies parlant
près de **212 langues**



ÉCONOMIE

PIB DU PAYS EN 2022

55,3 milliards USD

CROISSANCE ÉCONOMIQUE
EN 2022

 **6,6%**

l'une des plus dynamiques en Afrique

CROISSANCE ÉCONOMIQUE
ESTIMÉE POUR 2023

 **6,3%**

selon le FMI

+162%

d'accroissement des recettes internes
mobilisées en 2022 par rapport à celles de 2020

4,4 milliards USD

de réserves internationales à fin 2022
contre 700 millions USD en 2020

NOTATION PAYS EN 2022

S&P a relevé la note de **CCC+/C** à **B-/B**

Moody's a relevé la note de **Caa1** à **B3**
avec perspectives stables

Bloomfield a noté **BBB** et **A2**
comme pays propice aux affaires



UNE GOUVERNANCE

apaisée et inclusive

La République démocratique du Congo est un État de droit régi par la Constitution du 18 février 2006 telle que révisée en 2011. Celle-ci se caractérise par l'option décentralisatrice dans l'organisation des institutions.

Depuis 2015, les provinces sont au nombre de 26. À l'instar des autres entités décentralisées que sont la ville, la commune, le secteur et la chefferie, les provinces jouissent de la libre administration et de l'autonomie de gestion de leurs ressources économiques humaines, financières et techniques. Ce processus consensuel a été renforcé après l'élection du Président Félix Tshisekedi.

Le Président de la République est élu au suffrage universel direct pour un mandat de cinq ans renouvelable une seule fois.

Symbole de l'unité nationale, le chef de l'État est le garant de l'indépendance nationale, de l'intégrité du territoire, de la souveraineté nationale et du respect des traités et accords internationaux.

Depuis 2018, la bonne gouvernance est un pilier important et la lutte contre la corruption est vue par le Gouvernement une composante essentielle pour l'émergence de la République démocratique du Congo. Le Président Félix Tshisekedi en a fait l'une de ses priorités.

La Stratégie nationale présente des orientations et la vision de l'Agence en matière de prévention et de lutte contre la corruption. Celle-ci vise à faire de la République démocratique du Congo une société où ce fléau est sensiblement réduit à l'horizon 2026, et dont les ressources nationales sont investies dans le développement au profit de la population.



Symbole de l'unité nationale, le chef de l'État est le garant de l'indépendance nationale, de l'intégrité du territoire, de la souveraineté nationale et du respect des traités et accords internationaux.



UNE DIPLOMATIE REDYNAMISÉE

pour la paix et la sécurité

La République démocratique du Congo a une politique extérieure qui vise à promouvoir la paix, la sécurité collective, la prise en compte des intérêts des populations et un partenariat mutuellement avantageux avec l'ensemble des pays qui souhaitent collaborer avec la RDC. Malgré les actions de certains États de la région des Grands Lacs qui ne cessent de déstabiliser la région et rendent difficile la tenue d'échanges pacifiques, la République démocratique du Congo aura toujours pour objectif de favoriser des relations diplomatiques apaisées.

Ainsi la présidence de l'Union Africaine de SE Félix Tshisekedi, du 6 février 2021 au 5 février 2022 s'est pleinement intégrée dans cet objectif. Dans le cadre de sa mandature, le Président de la République a tenu un rôle de médiation dans le conflit portant sur le Grand barrage de la Renaissance opposant l'Éthiopie au Soudan et à l'Égypte, signé avec Boris Johnson un engagement de dix ans pour la protection de la forêt de la RDC, plaidé lors de l'Assemblée Générale de l'ONU pour une stratégie mondiale contre le terrorisme, ou encore a promu la poursuite de l'édification de la zone de libre échange continentale (ZLECAF).

Sur le plan sécuritaire, la situation dans l'est de la République démocratique du Congo s'est détériorée depuis le mois de mars 2022 en raison de l'intensification des attaques du groupe terroriste Mouvement du 23 mars (M23) contre la population civile et les forces de sécurité nationale. Un rapport du groupe d'experts des Nations Unies soumis au Conseil de sécurité et un autre de Human

Rights Watch (HRW) a confirmé l'incursion du Rwanda et sa complicité avec le M23 dans la commission de crimes contre la population congolaise. Tout indique que le Rwanda continue de soutenir le groupe terroriste M23 à travers lequel il dépêche ses forces en RDC.

De manière générale, l'ensemble des actions du gouvernement congolais vise à positionner la République démocratique du Congo comme un « pays-solution » face aux nombreux enjeux qui traversent le continent africain et le monde. Ce positionnement se traduit par la présence renforcée du pays au sein d'institutions qui favorisent le multilatéralisme comme la Communauté des États de l'Afrique de l'Est (EAC), la Communauté Économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) ou encore sa participation à la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL).

La République démocratique du Congo est maintenant devenue l'un des épicycles des affaires continentales et internationales, notamment à travers sa diplomatie visant à l'échelle régionale de développer le projet de barrages du Grand Inga qui favorisera l'électrification d'une grande partie du continent africain et à l'échelle internationale de renforcer son rôle stratégique dans la lutte contre le réchauffement climatique, en participant activement à la COP 27 qui s'est tenue en Égypte en novembre 2022.

SECTEUR MINIER

un accélérateur de la transition énergétique

La République Démocratique du Congo bénéficie d'un des sous-sols les plus riches en matières premières au monde. La région du Katanga, à l'est du pays, recèle notamment du cuivre, du cobalt et du zinc.

Malgré l'impact de la COVID-19 sur l'ensemble des économies dans le monde, la RDC a connu une légère croissance de son activité économique grâce à un secteur minier résistant. La RDC se hisse au premier rang mondial des producteurs de Cobalt avec près de 70 % de la production. Soutenue par la transition énergétique et numérique, la demande en minerais stratégiques tel que le cobalt pour la production de batteries lithium-ion à destination de la mobilité électrique et des technologies numériques devrait continuer de croître, offrant de belles perspectives de croissance à la RDC. La récente ouverture de la mine de cuivre de Kamoakakula est également un important succès pour le gouvernement qui se réjouit de porter sur son territoire la deuxième plus grande mine de cuivre au monde. Très intensive en cuivre, cette mine

permettra de soutenir les politiques climatiques les plus ambitieuses en se destinant à la production des technologies bas carbone.

Pourvoyeur d'importants investissements en RDC, le secteur minier contribue également au développement d'infrastructures énergétiques dont bénéficie l'ensemble de la population. L'entreprise Kamoakakula Copper a ainsi participé à la réhabilitation des équipements de plusieurs centrales hydroélectriques du pays afin d'alimenter ses projets miniers avec une énergie non carbonée.

Ce projet s'inscrit dans la volonté du pays de verdir le secteur minier aujourd'hui encore très polluant. Enfin, le gouvernement de la République démocratique du Congo porte son attention sur la chaîne de valeur aval de sa production minière et souhaite développer des usines de transformation des minerais produits sur le territoire afin d'apporter de la valeur ajoutée à sa production et de diversifier ses compétences.

MATIÈRES PREMIÈRES

51%

DES RÉSERVES MONDIALES
CONNUES DE COBALT

70%

DE LA PRODUCTION
MONDIALE DE COBALT



An aerial photograph of a river delta in a lush green forest. The river flows from the top center, branching out into several smaller channels that spread across a wide, flat area. The water is a muddy brown color, contrasting with the vibrant green of the surrounding forest. The forest is dense and appears to be a tropical or subtropical environment. The overall scene is a mix of natural beauty and human impact, as the river's path is clearly defined and the surrounding land is being used for agriculture or other purposes.

UNE ÉCONOMIE EN MARCHE VERS LA DIVERSIFICATION

En République démocratique du Congo, la structure de l'économie n'a pas connu de grand changement entre 2017 et 2020. L'économie du pays reste en grande majorité soutenue par un secteur primaire important qui compte pour près de 36,7 % du PIB en moyenne, un chiffre qui devrait atteindre les 42,2 % en 2022 selon l'agence de notation africaine Bloomfield Investment. Portée par le dynamisme des secteurs des mines, des transports et de l'agriculture, l'économie de la RDC a fait preuve d'une grande résilience face à la pandémie de COVID-19. Afin de renforcer encore davantage la résilience du pays en cas de choc exogène, le Plan National Stratégique de Développement (PNSD) pour la période 2019-2023 prévoit d'importants investissements dans la diversification et la transformation de l'économie particulièrement dans les secteurs de l'agriculture, du tourisme et des hydrocarbures qui apparaissent comme d'importants leviers de transformation.

AGRICULTURE ET AGRO-INDUSTRIE

la relance d'un secteur menant vers l'autosuffisance

La République démocratique du Congo met un accent particulier sur la revanche du sol sur le sous-sol et poursuit ses efforts pour améliorer les conditions devant permettre aux investisseurs d'orienter leurs fonds dans le secteur agricole. En effet, il ne s'agit plus de compter uniquement sur le seul secteur minier ou pétrolier qui pourraient à terme être dépassés par l'agriculture.

Le sol du Congo représente 120 millions d'hectares de terres arables et irrigables, mais jusqu'à présent, seuls 10 % de cette superficie sont exploités.

Selon l'Organisation des Nations unies pour l'agriculture et l'alimentation (FAO), la RDC a le potentiel pour nourrir 2 milliards de personnes, soit un quart de l'humanité mais ne cultive que 1 % de ses terres. Pour faire face à cette situation d'insécurité alimentaire constituant le terreau de crises futures, le gouvernement entend bien développer ce secteur avec des partenaires privés.

L'ambition de la République démocratique du Congo est que l'agriculture redevienne le premier secteur pourvoyeur de richesses et d'emplois. Ainsi, le Gouvernement s'emploie à promouvoir ce secteur en créant des Zones agricoles et en encourageant la transformation de nos produits agricoles sur place pour leur donner de la valeur ajoutée à l'export.

80 millions
D'HECTARES DE TERRES ARABLES

4 millions
DE TERRES IRRIGABLES

DENSITÉ HALIEUTIQUE DE
700 000
tonnes
DE POISSONS PAR AN



A photograph showing two women in a tea plantation. The woman in the foreground is wearing a white shirt and a black headscarf with white stripes, smiling as she picks tea leaves. The woman in the background is wearing a blue shirt and a purple headscarf, also focused on her work. They are surrounded by rows of tea bushes under a clear blue sky with green trees in the distance.

**Le sol du Congo représente
120 millions d'hectares de
terres arables et irrigables,
mais jusqu'à présent, seuls
10 % de cette superficie
sont exploités.**



TOURISME

une aventure
écoresponsable
au plus près de la nature

Véritable terre d'hospitalité, la République démocratique du Congo a pour ambition de devenir la troisième destination touristique en Afrique subsaharienne d'ici 2030 grâce à son énorme potentiel.

Pour ce faire, le gouvernement entend miser sur le développement de la transformation numérique et de l'écotourisme, une expérience durable dans des environnements naturels où les ressources et le bien-être des populations sont préservés.

La position géographique du pays constitue un atout non négligeable. En effet, la RDC se retrouve dans le prolongement des circuits touristiques de l'Afrique de l'Est et australe. Grâce à cette position idéale sur l'Équateur, elle est dotée d'une riche biodiversité qui n'a été que très peu exploitée jusqu'à ce jour sur le plan touristique.

Sept parcs nationaux sont classés parmi les patrimoines mondiaux de l'Humanité par l'UNESCO. Il s'agit des parcs de Virunga, Kahuzi-Biega, Garamba, Salonga, Kundelungu, Upemba et Maïko dans lesquels on retrouve des espèces rares et parfois typiques à la RDC dont l'okapi, le bonobo, le rhinocéros blanc, le gorille de montagne, la paon congolais, etc. Dotée, dans sa partie est, des chaînes de montagnes et des volcans en activité, dont le Nyiragongo, Nyamulagira, Karisimbi, Ruwenzori, la RDC dispose de multiples possibilités pour le développement du tourisme.

La dynamisation du tourisme en RDC permettra de diversifier l'économie en vue de contribuer à l'émergence du pays.

**[...] la République
démocratique du Congo
a pour ambition de devenir
la 3^e destination en
Afrique subsaharienne
d'ici 2030**



HYDROCARBURES

des explorations
préservant les
écosystèmes

La République démocratique du Congo regorge d'immenses ressources en hydrocarbures. Jusqu'à aujourd'hui, le pays n'a exploité que 4,5 % de son potentiel en hydrocarbures.

Le 28 juillet 2022, Son Excellence Monsieur Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo a lancé 30 appels d'offres internationaux pour l'exploitation de 27 blocs pétroliers dans la forêt du bassin du Congo et trois blocs gaziers dans le lac Kivu dans le but de propulser le pays parmi les grands producteurs de pétrole et de gaz.

Les potentiels bénéfiques de l'exploitation de ces gisements s'élevant à près de 650 milliards de dollars américains, le développement de cette industrie permettra au pays d'accélérer son développement et de diversifier son économie. L'apport de nouvelles recettes permettra notamment à l'État d'investir dans de nouvelles infrastructures et ouvrira la voie à de nouveaux emplois pour la population congolaise.

Conscient de jouer un rôle central dans la protection de l'environnement, le pays garantit le respect des normes environnementales pour l'exploitation de ces différents gisements. Car si la transition énergétique est un objectif auquel le gouvernement réitère son engagement, celle-ci ne pourra s'effectuer que graduellement. Les récents événements géopolitiques ont démontré les impacts socio-économiques d'une trop grande dépendance aux importations d'hydrocarbures en provenance d'un seul pays. La République démocratique du Congo a vocation à apporter de nouvelles opportunités en approvisionnement énergétique à l'ensemble des pays dans le monde.

**Jusqu'à aujourd'hui,
le pays n'a exploité
que 4,5 % de son
potentiel en
hydrocarbures**

”



UN « PAYS-SOLUTION » FACE AU RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE

La République démocratique du Congo demeure un pays-solution face aux défis climatiques et environnementaux. Consciente du potentiel de ses ressources pour apporter des réponses concrètes pour freiner la dégradation des terres et préserver la biodiversité, la République démocratique du Congo est continuellement engagée sur ce terrain.

Lors de la COP26 à Glasgow, le Président Félix Tshisekedi a tenu à rappeler l'importance de la République démocratique du Congo dans la lutte contre le réchauffement climatique à l'échelle internationale en appuyant que «La République démocratique du Congo, mon pays, avec ses massifs forestiers, ses tourbières et ses ressources en eau et en minerais stratégiques, se présente comme un pays-solution à la crise climatique.»

Couvrant près de 200 millions d'hectares, les forêts du Bassin du Congo représentent le deuxième massif forestier tropical du monde après le bassin amazonien. Alors que plus de la moitié de ces forêts se trouvent en République démocratique du Congo, celles-ci jouent un rôle crucial dans la régulation du climat mondial en captant près de 1,2 milliard de tonnes de dioxyde de carbone par an et sont d'une grande richesse en termes de biodiversité.

La République démocratique du Congo est constituée d'un important réseau hydrographique, dont le fleuve Congo (long

d'environ 4,320 km), des lacs et des rivières constituant environ 52 % de la surface totale des réserves d'eau du continent africain. Le fleuve Congo est le deuxième fleuve en Afrique de par sa longueur après le Nil et le cinquième au monde (après le Nil, l'Amazone, le Mississippi et le Yang-Tse).

Véritable «château d'eau» de l'Afrique, ces ressources sont une aubaine pour le pays qui bénéficie ainsi du troisième potentiel hydroélectrique dans le monde derrière la Chine et la Russie. Le développement du projet de construction du barrage de Grand Inga à 250 km de Kinshasa sur le fleuve Congo devrait permettre d'illuminer l'Afrique en répondant aux besoins énergétiques de près de 40 % du continent. Pourvoyeur de fonds, la réalisation de ce projet permettra également au pays de se développer significativement. La RDC bénéficie par ailleurs d'une ressource solaire très abondante, notamment dans les régions du sud où de nombreux projets de centrales solaires photovoltaïques sont à l'étude.



67%

DU PAYS COUVERT
DE FORÊTS

145
millions

D'HECTARES DE FORÊT TROPICALE
QUI STOCKENT L'ÉQUIVALENT DE
85 MILLIARDS DE TONNES DE CO₂

Le potentiel hydroélectrique de la RDC est estimé à 100 gigawatts, ce qui place le pays à la 3^e place au monde derrière la Chine et la Russie

À terme, le projet Inga pourrait générer une puissance de 40 GW, devenir le plus grand site hydroélectrique du monde, et une des sources d'énergie renouvelable les plus rentables d'Afrique avec un coût de production estimé à 0,03 dollars le kilowattheure (kWh)

Alors que 95 % de la consommation d'énergie en RDC est issue de la biomasse, c'est-à-dire du bois de cuisson et la part de consommation de l'électricité dans les ménages n'est que de 2,4 % de la consommation totale, la réalisation de ces différents projets représente un enjeu de taille dans l'électrification et l'accès à l'énergie dans le pays, des prérequis à la réalisation des Objectifs de Développement Durable.

PARC NATIONAL DES VIRUNGA

Fondé en 1925 sous le nom de parc Albert et inscrit au patrimoine mondial de l'UNESCO en 1979, le parc national des Virunga est le plus ancien parc national du continent africain. Abritant plus d'un millier d'espèces de mammifères, d'oiseaux, de reptiles et d'amphibiens ainsi qu'un tiers des gorilles de montagne menacés d'extinction, il est l'un des parcs nationaux à la biodiversité la plus riche au monde. Le parc s'étend sur plus de 7800 mètres carrés et 44 espèces menacées y sont activement protégées.

Les ressources naturelles du parc ont une importante valeur économique. En 2013, face à l'augmentation du braconnage et des conflits au sein du parc, l'Institut Congolais pour la Conservation de la Nature (ICCN) et la Fondation Virunga créent, en collaboration avec les autorités publiques l'Alliance Virunga afin de protéger le parc et les cinq millions de personnes vivantes proches de celui-ci, l'Alliance Virunga, qui vise à « favoriser la paix et la prospérité par le développement économique responsable des ressources naturelles. » L'Alliance est un acteur majeur du développement dans la région et base son programme sur le tourisme durable, l'énergie renouvelable et l'agriculture durable. Le parc national des Virunga est ainsi un joyau de la nature et un pourvoyeur de développement pour les populations de la région.

KINSHASA

ville de tous les possibles

La capitale, Kinshasa, est désormais la ville francophone du monde le plus peuplé (12 millions d'habitants en 2022), devant Paris (11 millions d'habitants en 2022). En 2050, on estime que la ville habitera 35 millions de résidents ce qui en fera l'une des dix villes les plus peuplées au monde. Kinshasa a par ailleurs rejoint le fameux Réseau des villes créatives de l'UNESCO dans le domaine de la musique en 2016, faisant de la culture un axe majeur de développement pour la capitale.

La République démocratique du Congo tient ainsi à faire vivre la Francophonie et participer au rayonnement international de la capitale. Dans cette perspective, de nombreux projets urbains ont vu le jour afin de développer les réseaux et infrastructures nécessaires afin de connecter la capitale et les provinces et ainsi offrir toutes les opportunités socio-économiques aux populations vivant dans les zones plus reculées.

Le développement d'infrastructures de transports urbains est au premier rang des priorités de l'agenda politique du Gouvernement. Afin de moderniser la ville et ses réseaux de transport, les autorités ont établi divers projets en matière de transport urbain, pour fluidifier le trafic, renforcer la sécurité des infrastructures vieillissantes, mais aussi pour apporter l'accès à des services publics essentiels aux provinces éloignées.

Le 19 janvier 2022, le ministère des Transports et le gouvernorat de la ville de Kinshasa ont signé l'acte constitutif pour lancer officiellement une nouvelle entreprise de transport baptisée «Métro-Kin». Cette entité a pour mission de moderniser le réseau ferroviaire urbain de la ville à travers toute la capitale. 300 km de voies ferrées seront réhabilités et modernisés et relieront la gare Centrale jusqu'à l'aéroport de N'djili, l'aéroport de N'djili à Maluku, et Maluku à la 12 rue Limete. Le trajet sera prolongé pour desservir tous les axes majeurs de la capitale : vers le boulevard Lumumba, traversera l'échangeur et passera par Lemba, Kikwit jusqu'au camp Luka. La capacité de voyageurs par jour est estimée à plus de 2 millions de passagers.



En parallèle des grands projets d'aménagement urbain, la ville de Kinshasa se dote progressivement d'outils permettant d'anticiper les dégâts potentiels pouvant être causés par des catastrophes naturelles, au bénéfice d'une sécurité renforcée de la capitale et de sa population.

En 2018, le ministère provincial du Plan, des Travaux publics et de l'Infrastructure, en partenariat avec le gouvernement de la province de la ville de Kinshasa, le ministère du Développement urbain et du logement et l'université de Kinshasa, a adopté un projet de développement urbain et de résilience afin de moderniser la capitale et intégrer des infrastructures et des systèmes de prévention de risque de catastrophe. L'évaluation des risques d'inondation et d'érosion dans le bassin de N'Djili par exemple a permis de mieux comprendre les risques et les défis quant aux glissements de terrain pour protéger davantage la population en adaptant les infrastructures urbaines.

Les différentes évaluations des risques ont servi à la préparation et à la mise en œuvre du Projet de développement urbain et de résilience à Kinshasa institué par la Banque mondiale qui le finance à hauteur de 500 millions de dollars. Ce projet s'inscrit dans la continuité des efforts déployés par le Gouvernement pour améliorer le quotidien et les conditions de vie des populations, notamment dans les quartiers pauvres et vulnérables de Kinshasa.

**[...] la Banque mondiale finance
[le projet] à hauteur de
500 millions de dollars**

————— ”



TERRITOIRES

un désenclavement via des infrastructures et des services de base

La République démocratique du Congo est engagée dans un processus de décentralisation depuis plus d'une décennie. Depuis 2015, le pays est constitué de 26 provinces administratives chacune dotée d'un Gouvernement provincial et d'une Assemblée provinciale.

Alors que la RDC est un territoire très vaste, cette décentralisation devrait faciliter le déploiement des actions sociales sur l'ensemble du territoire. En 2021, le Président Félix Tshisekedi a souhaité impulser une nouvelle dynamique à cette démarche en accélérant la réalisation de nombreux projets stratégiques pour le développement économique et social des territoires, afin qu'aucun Congolais sur le territoire national ne soit isolé, privé de services publics ni d'opportunités.

C'est tout le sens du projet REVIT (Repensons à nos villes, villages et territoire) qui invite les citoyens à participer à ce processus de réforme de l'aménagement du territoire. De nombreux défis attendent le pays en matière d'infrastructures et d'accès à des services essentiels, avec un seul objectif : améliorer les conditions de vie et réduire la pauvreté des populations dans les provinces.

Conformément à son ambition d'instaurer un État unitaire et décentralisé, le Président Félix Tshisekedi a fixé comme action politique prioritaire en 2022, l'accélération de la mise en place du Programme de Développement local des 145 Territoires, un ambitieux projet de développement des provinces : 1,66 milliard de dollars, principalement mobilisés par les ressources du gouvernement, seront dédiés à la redynamisation des économies locales et rurales à travers la construction et la réhabilitation des infrastructures socioéconomiques et des services publics de base.

LE PROGRAMME EN QUELQUES CHIFFRES :

38 millions

de Congolais supplémentaires ont eu accès à l'eau potable et 20 millions à l'électricité

4 millions

d'emplois ont été créés en milieu rural et périurbain grâce au dynamisme des économies locales.

25 millions

de Congolais seront sortis de la pauvreté

1,6 milliards de dollars

d'investissements

1 200 écoles équipées

788 centres de santé

réhabilités et équipés

Construction de **145**

bâtiments administratifs

(un dans chaque chef-lieu des territoires)

Construction de **636**

bâtiments administratifs

(un dans chaque chef-lieu des secteurs)



FOCUS

Routes

La construction et la réhabilitation des routes sont l'un des axes majeurs de ce programme. En parallèle de l'entretien de 30 000 km de routes de dessertes agricoles, le Président Félix Tshisekedi a annoncé, en 2022, la réhabilitation de 9000 km de routes.

Dans la ville de Kananga par exemple, un protocole d'accord pour le lancement des travaux de réhabilitation a été signé le 2 août 2022. Il concerne la route de Kananga-Kalamba-Mbuji, longue de plus de 200 km au cœur de la province du Kasai central, incontournable pour intensifier les échanges commerciaux entre cette province et celle de Lunda Norte (Angola).



Infrastructures énergétiques

Afin d'améliorer l'accès à l'électricité pour de nombreux ménages habitant ces zones rurales, ce Programme prévoit également la construction de 418 minicentrales photovoltaïques.

En 2021, le gouvernement et la Société financière internationale ont signé un accord pour la mise en place de micro-centrales solaires. La République démocratique du Congo a été choisie comme «pays pilote» d'un programme de mise en place de micro-centrales solaires. La phase pilote vise 1,5 million de bénéficiaires dans les villes de Mbuji-Mayi et Kananga. Le projet ambitionne de s'étendre dans 21 des 26 capitales provinciales, afin d'atteindre un tiers de la population congolaise n'ayant pas accès à l'électricité.

Projet du pont route rail

« KINSHASA – BRAZZAVILLE »

Parmi les projets les plus emblématiques destinés à favoriser les échanges socio économiques régionaux, voire continentaux, le pont Kinshasa – Brazzaville a franchi une étape majeure dans son processus de construction le 22 juin 2022, à l'occasion de la signature d'un avis à manifestation d'intérêt d'appel d'offres international pour la sélection d'un partenaire pour le projet de financement, de construction et d'exploitation de ce projet.

« Ce projet transfrontalier et multimodal permettra non seulement de relier Brazzaville à Kinshasa, mais également N'Djamena, Yaoundé, Libreville à Kinshasa. Il servira de tremplin pour atteindre l'Afrique australe et orientale. Il permettra de réduire le temps à parcourir et le coût de transport... », a ainsi déclaré la commissaire chargée de l'Aménagement du territoire et des Infrastructures à la Communauté économique des États de l'Afrique centrale, Marie-Thérèse Foula.

Ce projet, conçu en 1991, s'étendra sur 1,6 km au-dessus du fleuve Congo. Les deux capitales des deux Congo seront ainsi reliées par une voie ferrée, une route à double ligne et des passages pour les piétons. Ce projet doit permettre de multiplier le fret pour atteindre 3 millions de tonnes de marchandises d'ici à 2025 et d'intensifier le trafic en passant de 750 000 à 5 millions de personnes par an.

Ce projet transfrontalier et multimodal [...] servira de tremplin pour atteindre l'Afrique australe et orientale



ÉDUCATION

un nouvel élan pour l'avenir de nos jeunes



TAUX DE
SCOLARISATION

78%

DE LA POPULATION

TAUX
D'ALPHABÉTISATION

77%

DE LA POPULATION

4

millions

D'ÉLÈVES SUPPLÉMENTAIRES
INSCRITS DANS LES ÉCOLES
PRIMAIRES PUBLIQUES

EN 2021-2022

Face à la grande part d'enfants en âge de fréquenter le primaire qui ne sont pas scolarisés, la République démocratique du Congo a fait de la gratuité de l'enseignement primaire une réalité pour tous les enfants congolais, depuis septembre 2019.

L'apprentissage est la clé de voûte du développement personnel, de l'autonomisation de notre jeunesse et de la réduction progressive des inégalités sur le territoire. Avec un peu plus de 50 % de la population qui a moins de 18 ans, l'évolution progressive de la gratuité scolaire est une priorité de la politique gouvernementale, car c'est une étape fondamentale et incontournable permettant la formation d'individus capables de porter le développement du pays vers un avenir meilleur.

Le déploiement de l'école gratuite pousse ainsi le gouvernement à construire de nouvelles salles de classe, notamment dans les territoires les plus défavorisés : dans le cadre du programme des 100 jours, sur 150 écoles prévues, 132 ont été totalement achevées. Plus concrètement, la gratuité de l'école s'est traduite par la suppression de tous les frais de scolarité, c'est-à-dire ceux des frais de minerval, de bulletin, les frais de l'assurance, du test national de fin d'études primaires et ceux de l'identification des élèves. L'ensemble de ces frais sont maintenant pris en charge par l'État congolais. Ce sont ainsi plus de 3 millions d'enfants supplémentaires qui se sont inscrits à l'école primaire sur l'ensemble du pays.

La mise en place de la gratuité scolaire dans les établissements publics vise aussi à mettre fin à la prise en charge du salaire des enseignants par les parents, pour ainsi leur libérer des revenus. Le Président Tshisekedi a ainsi instruit le gouvernement à procéder au réajustement des rémunérations du personnel enseignant, des frais de fonctionnement et des bureaux gestionnaires pour améliorer les conditions de vie et de travail de l'ensemble de l'écosystème éducatif congolais. Le gouvernement a d'ailleurs considérablement augmenté le budget dédié à l'éducation, qui est passé de 11,6 % en 2017 à 21,8 % en 2021, et ce, malgré les différentes crises traversées sur le plan international.



ACCÈS AUX SOINS

vers la mise en place d'une couverture de santé universelle

Garantir un droit à la santé à tous les Congolais est une préoccupation majeure du gouvernement qui concentre ses efforts à favoriser l'accès aux soins y compris dans les zones les plus reculées.

Le Chef de l'État, son Excellence M. Félix Tshisekedi a fait de l'accès aux soins, pour tous et ce, quel que soit le niveau de revenu, un pilier incontournable de sa politique. Dans cette perspective, la mise en œuvre du Plan National de Développement Sanitaire revu pour la période 2019-2023 est, non seulement en bonne marche, mais suffisamment ambitieuse pour parvenir à cet objectif. Ce plan s'articule autour de trois grands axes stratégiques majeurs que sont le renforcement de

l'offre de services, le renforcement de la gouvernance du secteur et du système de santé et l'appui aux cinq piliers du système de santé (RH, médicaments, vaccins, infrastructures et équipements, information sanitaire et financements).

Le pays a particulièrement veillé à ce que les projets de construction, de réhabilitation et d'équipement des structures de santé soient déployés et concrétisés partout sur le territoire national à travers le programme des 145 territoires la RDC qui devrait s'appliquer à près de 788 centres de santé dans le pays.

En parallèle, la mise en place effective d'une Couverture Santé Universelle (CSU) constitue une étape décisive



**[...] la mise en place effective d'une
Couverture Santé Universelle (CSU) est une
étape décisive dans le processus vers
un accès égalitaire aux soins
de santé de qualité de tous
les Congolais.**



dans le processus vers un accès égalitaire aux soins de santé de qualité de tous les Congolais. L'adoption d'une CSU marque le passage d'un système octroyé, dans lequel nous payons soi-même pour se soigner, à un système contributif, à travers lequel une cotisation est versée à une caisse qui prendra en charge les frais de santé de la population.

Cette réforme d'importance implique de renforcer un certain nombre de mesures annexes pour faire en sorte que ce système soit efficace et bénéfique à toute la population. Dans le cadre de cette stratégie nationale, une attention particulière est notamment portée sur la rationalisation des prix des produits et services de santé afin qu'ils soient accessibles au plus grand nombre. Aussi, la RDC a pour chantier d'améliorer l'offre de soins dans les hôpitaux et les cliniques,

ainsi que de mettre en place des mesures incitatives pour encourager les jeunes à choisir des formations médicales pour accroître le nombre de personnels de santé qualifiés sur le territoire national.

Un des derniers axes fondamentaux de cette stratégie a été annoncé le 30 juin 2022. Le Chef de l'État a dévoilé la mise en place d'un programme d'accès aux soins totalement gratuit pour les femmes enceintes. Ce programme inclut la grande majorité des services de santé nécessaires dans le cadre d'une grossesse, à savoir, les accouchements et les soins prodigués aux nouveau-nés.



ÉGALITÉ DES SEXES

Autonomisation des femmes et masculinité positive

L'article 14 de la Constitution de la République démocratique du Congo stipule que «les pouvoirs publics veillent à l'élimination de toute forme de discrimination à l'égard de la femme et assurent la protection et la promotion de ses droits.»

La RDC multiplie les initiatives depuis de nombreuses années afin que les femmes puissent jouer leur partition dans l'émergence d'une économie congolaise solide et durable. Les femmes ont également droit à une représentation équitable dans les instances institutionnelles au niveau national, mais aussi local afin de participer pleinement à la vie politique. Depuis 2019, des efforts inédits ont été progressivement fournis et ont permis à la RDC d'enregistrer la meilleure représentation féminine au gouvernement de son histoire avec 27% de femmes.

L'accroissement du niveau d'éducation des jeunes filles et des femmes est un prérequis indispensable afin d'encourager l'émancipation des femmes. La politique de gratuité de l'enseignement au niveau primaire s'inscrit dans cette démarche pour mettre en place un système éducatif inclusif et plus équitable.

En parallèle, le pays instaure continuellement une politique de sensibilisation des hommes à l'inclusion sociale, et mène une politique de tolérance zéro contre les violences faites aux femmes.

En juin 2021, le Chef de l'État a procédé au lancement de la campagne Tolérance zéro immédiate contre les crimes des violences sexuelles et basées sur le genre. Elle s'étale sur deux ans, de juin 2021 à juin 2023.

Par ce lancement, le gouvernement met en œuvre, dans toute la rigueur, les dispositions de la loi congolaise sur les violences sexuelles et basées sur le genre.

Pendant son mandat à la tête de l'Union africaine, six chefs d'État africains étaient réunis à Kinshasa pour un sommet sur la « masculinité positive ». Ils s'étaient solennellement engagés à lutter contre les discriminations et les violences faites aux femmes et aux jeunes filles. Cet engagement a été réitéré par la RDC avec la mise en place d'une cellule technique pour la mise en œuvre de l'agenda sur la masculinité positive.

Le Gouvernement de la République démocratique du Congo œuvre à l'accompagnement des initiatives touchant à l'entrepreneuriat des femmes et des jeunes filles afin de favoriser leur autonomisation économique et financière. Les récentes réformes du Code de la famille marquent un progrès significatif sur le plan de l'autonomisation économique des femmes. Désormais, l'autorisation maritale n'est plus une obligation lorsqu'une femme souhaite s'engager dans un contrat de travail.

Les récentes réformes du Code de la famille marquent un progrès significatif sur le plan de l'autonomisation économique des femmes.



A photograph of two women with curly hair, wearing dark blue long-sleeved shirts and skirts, standing in a server room. They are both looking at white tablets. The woman on the left has 'AMFAX' on her shirt, and the woman on the right has 'KARMA' on her shirt. The server racks are on the left, and the room is lit with blue and white lights. The floor is a patterned carpet.

ÉCOSYSTÈME TECH

des solutions congolaises



Depuis quelques années, la République Démocratique du Congo met en place de nombreuses mesures afin de faire entrer le pays dans l'économie numérique.

En 2019, le pays a adopté son Plan national du Numérique. Ce secteur est un véritable levier pour le développement socio-économique du pays. Conscient de ces enjeux, la République démocratique du Congo continue de construire un environnement et un cadre institutionnel favorables au déploiement des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) au bénéfice des populations. Deux écoles du numérique ont également été créées.

Le Gouvernement a adopté une feuille de route en la matière qui fixe notamment comme priorités l'amélioration de la gouvernance du secteur du numérique, l'investissement dans l'infrastructure nationale haut débit, l'amélioration de l'accès de la population aux TIC et le passage à la télévision numérique (TNT).

Le Gouvernement souhaite que d'ici 2030, tous les services spécialisés des postes frontaliers soient informatisés. Ce programme mobilise tous les efforts des autorités afin qu'à l'horizon 2050, ils soient plus de 50 % des ménages à utiliser la fibre optique et plus de 90 % d'entre eux à se connecter à internet via leur téléphone mobile.

La République démocratique du Congo a encore beaucoup à faire pour que le numérique s'invite dans le quotidien des Congolais. Le pays est en bonne voie pour devenir un marché majeur de la téléphonie, des logiciels, des jeux vidéo ainsi que de la technologie 3D. En parallèle, le pays s'emploie à former les jeunes aux métiers du numérique de demain. Il est primordial que la République démocratique du Congo puisse disposer d'un capital humain qualifié et en nombre suffisant dans le domaine des TIC pour accompagner sa transition numérique.

CULTURE ET SPORT

une reconnaissance internationale

L'inscription de la Rumba congolaise au patrimoine culturel immatériel de l'humanité n'est qu'un premier pas vers la promotion de la culture, des valeurs et de l'identité de la région. Originaires de la République démocratique du Congo, Maître GIMS et Dadju, deux artistes prééminents sur la scène musicale française, ont été élevés, au même titre que Koffi Olomidé, au rang d'Ambassadeurs culturels pour leur apport dans l'intégration de la culture congolaise dans leurs œuvres. À la vitalité de la Rumba s'invitent

d'autres sonorités singulières dérivées de musiques urbaines qui font rythmer le continent avec de nouvelles générations d'artistes.

Par ailleurs, la République démocratique du Congo et la Belgique sont parvenues à initier un dialogue ouvert et apaisé sur la question de la restitution des œuvres d'art. En 2021, le Royaume de Belgique a présenté une feuille de route pour organiser progressivement cette restitution.



ZOOM

SUR LES JEUX DE LA FRANCOPHONIE

À la suite de deux années de report pour cause de crise sanitaire liée à la Covid-19, la 9^e édition des Jeux de la Francophonie se déroulera du 28 juillet au 6 août 2023 à Kinshasa. Dans la continuité de la philosophie qui accompagne cet événement depuis sa création et sa première édition au Maroc en 1989, les Jeux de la Francophonie ont pour objectif de contribuer à la promotion de la paix et le développement, de permettre le rapprochement des pays de la francophonie pour ainsi être un facteur de dynamisation de sa jeunesse et de faire connaître l'originalité des cultures francophones dans toute leur diversité. Organisés sous l'égide de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), les Jeux de la Francophonie à Kinshasa en 2023 seront

un formidable moment d'échange et de partage qui rassembleront plus d'une quarantaine de pays de tous les continents.

L'ensemble des pays participants s'affronteront à travers différentes activités sportives et culturelles. Parmi ces activités, nous retrouverons le football, l'athlétisme, le judo, le tennis, la danse de création, la littérature ou encore le chant. Cette compétition, qui réunit des jeunes de 18 à 25 ans, permet de développer les échanges artistiques entre États et gouvernements francophones, de favoriser l'émergence de jeunes talents artistiques francophones sur la scène internationale, et de contribuer à la préparation de la relève sportive francophone dans le cadre de sa participation à d'autres grands événements sportifs et culturels.

Ainsi, organisés de manière alternée et équitable entre les pays du Nord et les pays du Sud, ces jeux sont l'une des réalisations concrètes de la forte solidarité entre les pays à travers un événement d'envergure internationale original et unique au monde alliant sport et culture, et permettant à une jeunesse de vivre des rencontres riches, stimulantes et ouvertes sur des horizons différents.





CONTACTS

Présidence de la République

<https://www.presidence.cd>

Primature

<https://www.primature.gouv.cd>

Ministère de la Communication et Médias

<https://communication.gouv.cd>



RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

**PAYS-SOLUTION &
TERRE D'OPPORTUNITÉS**